

Pour une sortie de crise verte, sociale et démocratique!

Par le Conseil central du Montréal métropolitain

Au cours de l'automne 2020, le Conseil central du Montréal métropolitain-CSN (CCMM-CSN) a publié une série de textes thématiques sur les effets de la pandémie de COVID-19 à différents égards. Les comités des fronts de lutte du CCMM-CSN ainsi que les organisations alliées qui ont contribué à ce travail d'analyse et de réflexion ont fait ressortir plusieurs problèmes engendrés ou mis en lumière par la pandémie, que ce soit sur les plans, économique, démocratique ou social. Ces analyses ont permis de mettre de l'avant une série de recommandations visant non seulement à faire en sorte que le Québec soit mieux outillé à l'avenir pour faire face à une telle crise, mais aussi que la sortie de crise devienne l'occasion de pallier les nombreux problèmes endémiques qui affectent la société québécoise depuis des années sinon des décennies.

Près d'un an après le début de la pandémie de COVID-19 au Québec, force est de remarquer que l'ensemble des constats et des critiques soulevés par les textes publiés l'automne dernier se sont avérés. Il en va de même avec les critiques portées par les mouvements progressistes au cours des quatre dernières décennies sur les politiques néolibérales et austéritaires mises de l'avant par nos gouvernements et les élites financières. Sans nous en réjouir,



nous espérons néanmoins que cette prise de conscience collective amènera effectivement à des changements profonds au sein de notre société. Depuis trop longtemps, nous sommes témoins de la déchéance de nos services publics, saignés à blanc par le désinvestissement, la privatisation et la négligence dont ils ont été l'objet par les différents gouvernements qui se sont succédé au fil des décennies. Même si la quête du déficit zéro, mantra du gouvernement québécois depuis 1996, marque un point tournant dans la manière dont les services publics ont été conçus et financés, celle-ci n'est qu'un jalon dans un processus qui perdure malheureusement depuis beaucoup plus longtemps.

Il ne saurait ici être question de reprendre l'ensemble des constats et recommandations présentés par l'ensemble des textes publiés à

l'automne. Le but de cette conclusion sera plutôt de faire ressortir quelques idées générales qui nous permettront de nous projeter vers l'avenir et apporter les correctifs nécessaires afin que la société québécoise devienne plus juste, plus verte, plus inclusive, plus démocratique.

Toujours les mêmes...

Malgré l'idée reçue selon laquelle la pandémie ne ferait pas de distinction entre les personnes et les affecterait toutes également, il faut au contraire insister sur le fait que celles-ci n'ont pas vécu et ne vivent toujours pas ses effets de la même manière selon la position qu'elles occupent dans la société. En ce sens, la crise sanitaire a surligné à gros traits les inégalités et les injustices qui traversent notre société. Par-delà les idées reçues ou les préjugés à l'égard du caractère égalitaire et démocratique de notre société, il faut admettre que la discrimination, qu'elle soit raciale, culturelle, ethnique, genrée, sociale ou économique est l'une de ses caractéristiques évidentes.

Première preuve à l'appui : c'est dans les quartiers les plus défavorisés économiquement, où les populations immigrantes et racisées sont nettement surreprésentées, que la pandémie a eu les effets les plus aigus. Montréal-Nord, Saint-Michel, Parc-Extension, Côte-des-Neiges ont ceci en commun d'avoir été parmi les quartiers les plus touchés par la COVID-19 tant au Québec qu'au Canada, et d'être des quartiers multiethniques où le revenu par ménage est significativement inférieur à la moyenne. Les conditions sociales inacceptables et la précarité économique vécues par de nombreuses personnes issues de l'immigration ou racisées augmentent leur risque d'être



infectées par le coronavirus; ceci se constate partout au pays. Ce sont donc encore une fois les personnes précarisées, immigrantes, racisées, qui ont écopé pour les lacunes de nos services publics et des conditions de travail révoltantes, notamment dans le domaine de la santé et des services sociaux.

À cela s'ajoutent d'autres facteurs qui ont été bien identifiés dans les textes publiés à l'automne : le fait d'être femme, d'être jeune ou âgé, d'être membre de la communauté LGBTQ+ a aussi largement contribué à rendre les effets de la pandémie plus lourds pour les personnes concernées.

Ainsi, en matière d'emploi, ce sont les femmes et les jeunes qui ont subi le plus durement les contrecoups des mises à pied et des fermetures liées à la pandémie, frappant les emplois les moins bien rémunérés ou n'offrant pas de sécurité d'emploi. Les jeunes en particulier ont subi les effets économiques de la pandémie de plein fouet, ceux-ci étant surreprésentés dans les emplois du secteur du commerce, du tourisme et du divertissement (bars et restaurants, hôtellerie, boutiques et magasins, etc.). Encore à ce jour, les jeunes travailleurs et travailleuses sont

loin d'avoir retrouvé le niveau d'emploi qui était le leur avant le début de la pandémie. De leur côté, les femmes demeurent elles aussi à la remorque des hommes en ce qui concerne le retour à l'emploi.

Cette situation est d'autant plus tragique que ce sont précisément ces mêmes groupes de personnes dont nous avons parlé jusqu'à maintenant, les immigrantes et les immigrants, les personnes racisées, et les jeunes, en très grande partie des femmes, qui se sont majoritairement retrouvées en première ligne dans la lutte contre la COVID-19. Alors qu'on leur affublait le surnom « d'anges gardiens », elles et ils mettaient quotidiennement leur vie en danger pour que nous ayons accès aux biens et services dont nous avons besoin. Dans les hôpitaux, les CHSLD, les centres d'hébergement privés, les épiceries et tous les établissements ou commerces jugés essentiels, ce sont ces personnes qui ont travaillé à faire en sorte que nous puissions passer à travers la crise, bien souvent pour des salaires dérisoires et dans des conditions de travail déplorables, en complète inadéquation avec l'importance sociale et la pénibilité de leur travail. L'exemple des préposés aux bénéficiaires du réseau de la santé et des services sociaux est sans doute celui qui a été le plus mis de l'avant dans le discours public, mais il est malheureusement loin d'être le seul.

Une autre catégorie de personnes a été particulièrement affectée par la pandémie : celle des travailleuses et travailleurs dits « sans statut ». Leur grande présence dans les champs, les usines d'abattage, les entrepôts, bref tout au long de notre chaîne d'approvisionnement alimentaire fait en sorte que leur travail revêt une importance sociale cruciale, jusqu'à

maintenant peu connue du public en général. Pourtant, elles et ils sont souvent exploités éhontément par des patrons avides de profits et peu soucieux des droits des personnes qu'ils engagent. Le gouvernement québécois en a ajouté une couche en refusant de mettre en place dans leur intégralité les mesures de régularisation des statuts annoncées par le gouvernement canadien.

Par-delà l'emploi, il faut aussi considérer les problèmes importants vécus par plusieurs au niveau de leur vie personnelle. Par exemple, les femmes victimes de conjoints violents se sont retrouvées dans une situation intenable, étant confinées avec leur abuseur par décret gouvernemental. Les groupes de femmes et les centres d'aide aux femmes ont largement documenté cette situation, qui par ailleurs touchait aussi les enfants de familles où la violence sévit. Pour les personnes LGBT+, on a parlé d'un « double confinement ». Dans certains cas, des jeunes LGBT+ dont les parents refusent l'orientation sexuelle ou l'identité de genre se sont eux aussi retrouvés confinés dans un milieu hostile à leur réalité. La situation a été semblable pour des personnes âgées LGBT+ habitant dans des maisons de retraite, ce qui les a forcées à « retourner dans le placard » et à être séparées de leur famille choisie; elles se retrouvaient donc isolées dans un milieu souvent peu sensible à leur réalité. De nombreuses personnes trans se sont pour leur part vu refuser l'accès aux services ou aux thérapies hormonales dont elles ont besoin, ces traitements étant jugés non urgents. Malheureusement pour ces personnes, ceci a suscité une détresse psychologique importante qui, dans bien des cas, aurait facilement pu être évitée si les décideurs publics avaient

été plus prévoyants et sensibles à leurs besoins.

Tout ceci démontre une partie des impacts psychosociaux importants de la pandémie auprès des populations les plus fragilisées de notre société, qui s'ajoutent aux effets économiques de la crise. Cela démontre aussi que, contrairement à ce que pensent beaucoup de Québécoises et Québécois, notre société est beaucoup moins égalitaire et accueillante qu'elle ne peut le paraître.

Des réseaux publics et communautaires en manque de financement

La pandémie de COVID-19 a forcé la population du Québec dans son ensemble à prendre conscience du désastre causé dans les réseaux publics de santé, de services sociaux et d'éducation, ainsi que dans le secteur communautaire, par quatre décennies de néolibéralisme. En effet, si nos services publics ont été si fortement affectés par la crise, c'est en grande partie parce qu'ils sont sous-financés et négligés depuis le début des années 1980. Alors qu'un tel discours passait auparavant comme une lubie de gauchistes aux yeux d'une grande partie de la population, il est généralement admis aujourd'hui que nous aurions été beaucoup mieux préparés à faire face à la pandémie si les investissements nécessaires en termes de ressources humaines et d'infrastructures avaient été au rendez-vous par le passé. Plusieurs conséquences terribles de la pandémie, à commencer par le « délestage » imposé au secteur de la santé, auraient pu être évitées si la gestion des finances publiques était demeurée centrée sur les besoins réels de la population plutôt que sur le déficit

zéro. Manque de personnel, vétusté des installations, recours au privé : rien de cela ne poserait problème aujourd'hui si nous avions collectivement décidé de financer les services à la hauteur des besoins durant les quatre dernières décennies.

Le secteur communautaire, malheureusement largement utilisé par les gouvernements pour pallier les lacunes des réseaux publics, a lui aussi fait les frais d'un financement insuffisant. Déjà sous-financés en permanence, les organismes communautaires se sont retrouvés devant la tâche impossible de répondre à une explosion des appels à l'aide alors qu'ils étaient déjà incapables de répondre à la demande habituelle en raison de leur sous-financement. Ceci est particulièrement vrai pour les organismes de défense des droits, qui ont été relégués en queue de file, toute l'attention étant concentrée sur les organismes prodiguant des services directs à la population. Jugés non prioritaires, les organismes de défense de droits ont vu leur financement stagner ou diminuer afin que les organismes palliant les lacunes des réseaux publics soient mieux financés. Encore une fois, soulignons qu'il aurait été facile d'éviter une telle débâcle si leur financement n'avait pas été soumis à l'influence hégémonique du néolibéralisme.



Dans le réseau de l'éducation, la comparaison entre le public et le privé a très tôt fait ressortir l'inégalité des moyens entre les deux secteurs, ainsi que l'important déficit démocratique qui affecte la gestion des établissements. En effet, alors que dès les premières semaines de la pandémie les écoles privées étaient en mesure de reprendre l'enseignement à distance, la situation a été beaucoup plus difficile dans les écoles publiques du Québec, notamment parce que les élèves du public n'avaient pas aussi facilement accès aux technologies et aux conditions d'études nécessaires pour poursuivre leurs études à distance. Par ailleurs, comme dans le réseau de la santé et des services sociaux, ce sont encore une fois les bas salariés et les travailleurs et travailleuses précaires qui ont davantage écopé des conséquences de la pandémie dans ces secteurs d'emploi. Citons par exemple le cas des services de garde des écoles et des centres de la petite enfance, devenus du jour au lendemain des services essentiels : les travailleuses et travailleurs de ces établissements, encore une fois des femmes dans la très grande majorité des cas, ont été forcées d'exercer leur emploi dans des conditions stressantes et dangereuses. Ceci explique le fait que l'on constate un taux alarmant de démissions et de réorientations professionnelles chez les éducatrices en CPE, plus d'un millier d'entre elles ayant quitté leur emploi depuis le début de la pandémie dans la région de Montréal et Laval. On assiste d'ailleurs à une pareille situation chez les responsables des services de garde en milieu familial.

Espérons que la population et les « décideurs » publics tireront les leçons qui s'imposent de cet épisode tragique : il est nécessaire de réinvestir massivement dans les services publics

afin de pouvoir répondre aux besoins de l'ensemble de la population, ce que le secteur privé est de toute évidence incapable de faire. Le fait que François Legault ait évoqué le plus sérieusement du monde la possibilité de nationaliser les résidences privées pour aîné-es en est d'ailleurs une illustration frappante.

L'environnement, grand gagnant de la pandémie ?

Durant les premières semaines de la crise, d'aucuns se félicitaient que les mesures sanitaires allaient avoir un effet positif du point de vue environnemental. On a vanté le télétravail comme une mesure qui, parce qu'elle impliquait moins de déplacements, diminuait les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre. Ceci n'est sans doute pas complètement faux, mais loin de correspondre exactement à la réalité.

Les plus optimistes ont néanmoins dû déchanter rapidement. D'une part, alors que la tendance était à la réduction des matières résiduelles depuis un certain temps, la pandémie a sonné le retour en force du matériel à usage unique non recyclable, notamment dans le système de santé. Les objets de plastique, ustensiles, sacs, équipement sanitaire et de protection individuelle, se sont rapidement imposés comme « solution » face aux risques de contamination posés par le virus, ce qui nous a ramenés plusieurs années en arrière.

L'abandon du transport en commun par une proportion importante de ses usagers force aussi à nuancer l'impact supposé bénéfique de la pandémie relativement aux questions environnementales. Le fait que seulement 30 % environ des usagers

habituels continuent d'utiliser les transports en commun durant la pandémie, ajouté à l'impossibilité du covoiturage en raison des règles de distanciation sociale, fait en sorte que l'utilisation de l'automobile en solo n'a pas réellement perdu de son emprise sur notre société et sur nos habitudes. La pandémie a aussi fait reculer l'importance accordée aux enjeux environnementaux dans l'opinion publique : alors que quelques mois avant le confinement, des centaines de milliers de personnes manifestaient partout au Québec pour que des mesures de transition juste soient mises en place de manière rapide et déterminée, cet enjeu n'est plus perçu avec une telle urgence par une bonne partie de la population face aux défis sanitaires posés par la pandémie. C'est donc ici aussi un recul significatif qu'il faut imputer aux conséquences de la COVID-19.

On le constate également dans les plans de relance mis de l'avant par les différents paliers de gouvernement. Alors que plusieurs citoyennes et citoyens s'opposent au « retour à l'anormal », les plans de relance gouvernementaux étaient la plupart du temps centrés autour de secteurs et d'industries dépassés d'un point de vue environnemental : industrie pétrolière et gazière, construction d'infrastructure, etc. Toutefois, face au concert de critiques reçues quant à son plan de relance accélérée de l'économie, le gouvernement Legault a dû retirer son projet de loi initial pour le remplacer par le projet de loi 66, tout aussi néfaste quant aux enjeux environnementaux. Il faut souhaiter que cette tendance à vouloir retrouver le statu quo ante laisse la place à un véritable plan de sortie de crise visant la décarbonisation de notre industrie

et la transformation de nos industries et services dans une perspective de transition juste.

Pour une sortie de crise verte, sociale et démocratique

Les mensonges ayant servi de fondements à l'imposition des mesures d'austérité se sont effrités les uns après les autres au cours de la pandémie, ouvrant les yeux d'une grande partie de la population à la nécessité de transformer en profondeur notre société.

Nous ne devons plus tolérer que des personnes soient exploitées économiquement, marginalisées, précarisées et dévalorisées en raison de leur origine, de la couleur de leur peau, de leur sexe, de leur âge ou de leur orientation sexuelle. Nous devons tout faire pour qu'elles reçoivent la reconnaissance économique et sociale à laquelle elles ont droit en raison de l'importance sociale de leur travail. Ceci implique nécessairement des investissements importants, entre autres dans les services publics et dans les organismes communautaires, de même que des campagnes de sensibilisation à leur situation. Plus personne ne peut aujourd'hui prétendre que leur travail a peu de valeur : bien au contraire, il faut enfin reconnaître leur rôle essentiel pour le bien-être de la population. Il faudra donc ajuster salaires et conditions de travail en conséquence, notamment pour faire en sorte que plus jamais nous ne soyons confrontés aux pénuries de personnel qui sont depuis longtemps endémiques dans plusieurs secteurs. On doit mettre fin, une fois pour toutes aux politiques d'austérité et revoir la fiscalité afin d'aller chercher

l'argent là où il se trouve, dans les coffres des corporations et des plus riches, afin de financer adéquatement nos services publics.

Enfin, comme nous venons de le voir, la crise de la COVID-19 a fait ressortir de manière éclatante le fait que nous ne pouvons plus continuer à nous organiser collectivement sans placer au cœur de nos préoccupations les enjeux environnementaux. C'est l'exploitation éhontée de la nature et des êtres humains qui a ouvert la voie à la pandémie, et qu'il faut donc rejeter avec force pour l'avenir. Le développement économique ne doit plus servir de prétexte pour continuer à détruire l'environnement comme nous le faisons actuellement. Il est vital de transformer radicalement nos façons de travailler, de produire et de consommer si nous souhaitons léguer aux générations à venir un monde qui leur permettra de vivre convenablement et de s'épanouir.

Ensemble et solidaires pour l'avenir !

La crise de la COVID-19 a bouleversé nos comportements et transformé notre compréhension du monde. Elle nous a forcés à prendre conscience de phénomènes graves qui minent le tissu social et contribuent à la destruction de l'environnement. Elle doit maintenant devenir l'occasion d'opérer les changements nécessaires que plusieurs appellent depuis des décennies. Seulement, on l'a vu, ces changements ne se produiront ni par magie ni automatiquement. Les forces conservatrices sont toujours à l'œuvre et toujours très puissantes, et ne manqueront certainement pas de mettre des bâtons dans les roues de celles et ceux qui, comme nous, revendiquent la mise en place de moyens pour transformer les systèmes économique, politique et social en profondeur. Nous devons donc redoubler nos efforts pour exiger

des gouvernements et des patrons la mise en place de ces changements. Ce n'est que par la mobilisation, l'action collective et la pression populaire que nous y parviendrons.

Le CCMM-CSN poursuivra sa lutte aux côtés de tous ceux et celles appellent ces changements. Nous pensons que ce n'est que par l'action unitaire et déterminée des travailleuses et travailleurs, des citoyennes et citoyens, que nous arriverons à les rendre effectifs. Nous vous invitons chaleureusement à vous joindre à nous et à l'ensemble des mouvements progressistes dans cette lutte qui dépasse largement le cadre de la pandémie de COVID-19. Il est de notre responsabilité à toutes et à tous de nous dresser solidairement contre les exploiters et les profiteurs qui seraient bien heureux de simplement « retourner à la normale ». Ce qu'ils n'ont pas compris, et que nous devons les forcer à admettre, c'est que c'est précisément cette « normale » qui nous a menés au bord du gouffre. Nous n'aurons de cesse de lutter tant que ce ne sera pas fait.

Solidarité camarades !

*Conseil central du
Montréal métropolitain
1601, avenue De Lorimier
Montréal, Qc, H2K 4M5*

*Pour nous joindre:
(514) 598-2021
receptionccmm@csn.qc.ca*

*Site Internet:
ccmm-csn.qc.ca*

*Facebook:
facebook.com/ccmm.csn/*